



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA SAVOIE

Direction de l'administration territoriale
et de l'environnement
Bureau de l'environnement et du
développement durable

ARRETE PREFECTORAL PORTANT PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES A LA CREATION D'UNE RESERVE EN EAU A DES FINS D'ENNEIGEMENT ARTIFICIEL DITE RETENUE DU BEC DE L'AIGLE SUR LA COMMUNE DE MONTRICHER ALBANNE

LE PREFET DE LA SAVOIE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L 214-1 et suivants ;

VU le code rural et notamment son article 103 ;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution ;

VU la loi n° 84-512 du 29 juin 1984 modifiée relative à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles et ses textes d'application ;

VU la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987, relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs,

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau modifiée ;

VU le décret n° 93-742 et le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application de l'article 10 de la loi susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 septembre 1906 portant règlement général sur les cours d'eau non domaniaux ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 1998 portant organisation administrative dans le domaine de l'eau dans le département de la Savoie ;

VU les avis des services consultés ;

VU le dossier de déclaration déposé le 4 mai 2005 et complété le 3 et le 23 août 2005 par la Régie autonome des remontées mécaniques des Karellis ;

VU l'ensemble des pièces figurant au dossier ;

VU le rapport de la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt - service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques en date du 23 août 2005 ;

VU l'avis favorable du Conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 6 septembre 2005 ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article 1er : GENERALITES

Le présent arrêté vaut récépissé du dossier de déclaration déposé en application des articles L214-1 et suivants du code de l'environnement par la Régie autonome des remontées mécaniques des Karellis, ci-après dénommée le permissionnaire. Ce dossier est relatif au projet de création de la réserve en eau dite du Bec de l'Aigle à des fins d'enneigement artificiel sur le domaine skiable des Karellis. Les ouvrages sont situés sur le territoire de la commune de Montricher Albanne.

Le présent arrêté fixe les prescriptions particulières applicables à ce projet.

Cet arrêté, pris en application de la loi sur l'eau, ne fait pas obstacle à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement pour ce qui concerne les installations de compression.

1. 1 . Clause de précarité

Si, à quelque époque que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, en application des articles 1er et 2 de la loi sur l'eau, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

1. 2 . Responsabilité

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'exécution des travaux et des aménagements.

1. 3 . Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

1. 4 . Arrêtés complémentaires

Des prescriptions complémentaires, modificatives ou additives à celles prévues par le présent arrêté, pourront être édictées à tous moments pour améliorer l'insertion des aménagements dans le milieu aquatique.

Il en sera de même pour définir le cas échéant des précautions relatives à certains aménagements annexes au chantier et qui se révéleraient insuffisamment pris en compte dans le présent arrêté.

Il en sera également ainsi s'agissant des dispositions relatives à la surveillance et au contrôle de la sécurité de l'ouvrage.

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité ou à quelconque dédommagement à ce titre.

1. 5 . Prescriptions générales

Le pétitionnaire sera tenu de se conformer aux prescriptions nationales édictées pour l'activité concernée par deux arrêtés du 27 août 1999 fixant les prescriptions générales applicables aux opérations de création d'étangs ou de plans d'eau soumises à déclaration et relevant des rubriques 2.7.0 (1°, b) et 2.7.0 (2°, b) et aux opérations de vidange de plans d'eau soumises à déclaration et relevant des rubriques 2.6.2 (1°, b) et 2.6.2 (2°, b).

1. 6 . Conformité des aménagements

Les travaux et ouvrages concernés par le présent arrêté sont ceux présentés par le permissionnaire dans son dossier de déclaration du 4 mai 2005 complété les 3 et 23 août 2005.

Sauf prescriptions contraires définies dans le présent arrêté, le permissionnaire est tenu de respecter les dispositions prévues dans son dossier de déclaration.

Tout changement susceptible de modifier de manière notable les caractéristiques, la consistance des travaux et des aménagements déclarés devra être au préalable porté à la connaissance du service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques avec tous les éléments d'appréciation.

Dans les cas où les modifications à apporter aux aménagements ne sont pas incompatibles avec les objectifs initiaux fixés par l'arrêté en ce qui concerne la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques, ou ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou des inconvénients pour les éléments énumérés à l'article 2 de la loi sur l'eau, celles-ci pourront faire l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire dans les conditions prévues par les articles 14 et 15 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993.

Dans les cas contraires, celles-ci seront soumises aux mêmes formalités que la déclaration initiale.

1 . 7 Durée de l'autorisation

Les travaux, ouvrages, installations devront être commencés dans un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté. Ils seront réalisés en deux ans : année 1 pour les travaux de terrassement, année 2 pour la mise en place de l'étanchéité et travaux de finition.

Les travaux commenceront après le mois de juin (pour préserver les tétras-lyres).

Article 2 : AMENAGEMENTS DECLARES – PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

La conception des ouvrages respectera scrupuleusement l'ensemble des règles de l'art en vigueur. En outre, vu l'implantation de l'ouvrage en altitude, toutes dispositions seront prises afin de tenir compte des conséquences du gel notamment dans le fonctionnement des organes de vidange ou des dispositifs d'auscultation et d'alarme ainsi que sur la membrane d'étanchéité qui sera entièrement confinée par 30 cm de matériaux fins.

2 . 1 Calages altimétriques

- * Niveau normal des eaux du 1^{er} mars au 31 octobre: 2063,65 m NGF
- * Niveau normal des eaux du 1^{er} novembre au 28 février : 2065,65 m NGF
- * Niveau maximum de l'eau (pour la crue décennale) : 2066,40 m NGF
- * Niveau du radier du déversoir de sécurité : 2065,65 m NGF
- * Niveau de la crête de digue : 2067,15 m NGF
- * Cote du fond de la retenue : 2057,15 m NGF

2 . 2 Caractéristiques dimensionnelles de la réserve en eau

- * Volume stocké : 46000 m³
- * Superficie en eau : 9165 m²

2 . 3 Digue

Création d'une digue en matériaux compactés prélevés sur le site

- * Largeur en crête : 5 m
- * Hauteur maximale de la digue par rapport au terrain naturel : 6 m environ
- * Pente des talus amont de la digue : 45%
- * Pente des talus aval de la digue : 50%

2 . 4 Déversoir de sécurité

Un déversoir de sécurité à écoulement à surface libre sera aménagé sur la digue du plan d'eau. Cet ouvrage sera dimensionné afin d'évacuer le débit de la crue décennale estimé à 4 m³/s en ménageant une revanche minimale de 0,7 m. La revanche est la dénivelée entre la cote des plus hautes eaux pour la crue décennale et la cote du sommet de la digue. Ce déversoir sera prolongé par un chenal permettant l'évacuation des eaux jusque dans le talweg en aval de la digue sans entraîner des érosions préjudiciables à la sécurité de celle-ci.

2 . 5 Dispositif d'étanchéité et système de drainage

L'étanchéité du corps de la digue et de la cuvette sera assurée par la mise en place d'une géomembrane protégée en sous-face par un géotextile antipoinçonnant. La totalité de la géomembrane sera recouverte d'un géotextile et de matériaux de confinement.

La couche de pose et de drainage de la membrane fera l'objet d'un soin tout particulier avec notamment la mise en place d'une couche de matériaux drainants sous la membrane et la mise en place d'une couche de matériaux de transition, assurant le respect des règles de filtre, entre la couche drainante et les matériaux constituant la digue.

L'assemblage des lés de la géomembrane sera assuré par double soudure, celle-ci faisant l'objet d'un dispositif de contrôle mis en place par le maître d'œuvre.

Un réseau de drainage sera mis en place sur les talus (possibilité par membrane de type géodrain), en pied de pente et en fond de retenue. Il convergera dans un regard visitable implanté en aval de la digue et rendu accessible en permanence. Ce regard sera aménagé de manière à faciliter les mesures manuelles du débit des drains.

2 . 6 Autres ouvrages

* Des dispositifs hydrauliques seront mis en place sur les conduites (adduction au réseau d'enneigement artificiel et vidange) afin de limiter les débits de fuite en cas de rupture accidentelle des différentes conduites. Les dispositifs pourront consister en la mise en place de diaphragmes ou de vannes de survitesse.

* Une vanne manuelle sera mise en place sur le réseau neige à la sortie immédiate de la retenue. En dehors des périodes d'exploitation de l'installation de neige de culture, cette vanne sera maintenue en position fermée et l'ensemble des canalisations de neige sera vidé.

* Création en amont de la retenue d'un fossé permettant de diriger dans le talweg en aval de la retenue les eaux de ruissellements et de fonte de neige en provenance du bassin versant en amont et capable d'évacuer la crue décennale.

* Les différentes conduites mises en place sous la digue et fonctionnant en charge seront enrobées dans un massif béton armé coulé en pleine fouille.

Article 3 : PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX CONDITIONS DE REALISATION DES AMENAGEMENTS

Les travaux seront conduits conformément aux règles de l'art en vigueur pour ce type d'ouvrage et dans le plus strict respect des dispositions exposées dans le dossier déposé à l'appui de la demande.

Article 3.1 : assistance géotechnique

Une mission d'assistance géotechnique de type G4 sera confiée pendant toute la durée du chantier à un expert géotechnique. Celui-ci s'assurera de la qualité de la mise en œuvre des remblais et procédera à toutes les investigations permettant de s'assurer que le projet respecte les règles de l'art en proposant le cas échéant l'adaptation du projet initial en fonction des observations effectuées in situ pendant le chantier (et notamment sur la nature exacte des matériaux tassés). Dans le cadre de cette mission, le bureau d'étude devra également justifier de la stabilité de la digue et des terrains d'emprise du projet. Il réalisera toutes les études préconisées dans le dossier complémentaire de 3 août 2005 (mission G2).

Cette mission donnera lieu, avant première mise en eau, à l'établissement d'un rapport géotechnique relatant le déroulement de la mission durant toute la phase chantier et justifiant du respect intégral des règles de l'art. Ce rapport comportera notamment les notes de calcul de stabilité de la digue et les éléments permettant de conclure à la stabilité des terrains d'emprise.

La première mise en eau sera subordonnée à l'accusé de réception par le service chargé de la police de l'eau du rapport géotechnique susvisé.

D'une manière générale, le pétitionnaire sera tenu d'informer régulièrement le service de l'Etat chargé du contrôle, de l'état d'avancement du chantier et de lui adresser les principaux comptes rendus de chantier. Il informera également ce service sans délais de tout incident ou de toute sujétion particulière susceptible de rendre nécessaires des modifications dans la conception des ouvrages.

Les agents du service chargé du contrôle ainsi que les fonctionnaires et agents habilités pour constater les infractions en matière de police des eaux auront, en permanence, libre accès au chantier.

Surveillance topographique :

Des points de surveillance topographique seront mis en place et feront l'objet d'un suivi (repérage en plan et en altimétrie) avec une périodicité annuelle durant les trois premières années suivant le premier remplissage de la retenue, puis avec une périodicité triennale si aucune anomalie n'est enregistrée. La périodicité pourra être modifiée en cas de nécessité.

Toute disposition sera prise afin d'assurer la conservation de ces points de surveillance qui seront le cas échéant réimplantés dans les meilleurs délais en cas de destruction.

Surveillance piézométrique :

Trois piézomètres seront installés dans la digue en remblai. Ils feront l'objet d'un suivi tous les deux mois en période estivale et ponctuel en cas de détection d'anomalie.

Surveillance visuelle des ouvrages :

Une surveillance périodique et au minimum deux fois par mois du parement aval, de la partie visible du parement amont, de la crête du barrage, de l'évacuateur de crue et des abords du plan d'eau sera réalisée afin de déceler toute anomalie telle que suintement, tassement différentiel, glissement, fissuration, formation de mouille en aval de la digue, etc...

Contrôle des organes particuliers :

Une fois par an, le permissionnaire procédera à un contrôle du bon fonctionnement des organes de vidange et de l'ensemble des dispositifs d'alarme notamment celui visé au présent article (surveillance du système de drainage, dépassement du niveau maximum de l'eau pour la période considérée) ainsi que des fossés amont de la retenue.

5.3 Suivi et auscultation ultérieure : Exploitation des données - Détection d'anomalie

D'une manière générale, toutes les mesures et observations réalisées conformément au 5.2 ci dessus feront l'objet d'un examen attentif et d'une exploitation par des ingénieurs compétents de manière à vérifier l'absence d'anomalie dans le fonctionnement des ouvrages ou dans l'évolution de leur environnement.

Les mesures des débits entrants et sortants de la retenue par l'intermédiaire du réseau d'enneigement artificiel ainsi que celles relatives à la cote de l'eau dans la retenue feront l'objet d'une exploitation mensuelle en période de fonctionnement du système de production de neige artificielle ou d'ouverture du domaine skiable de manière à vérifier l'absence d'anomalie.

En cas de discordance significative entre les débits entrants, les débits sortants et le niveau du lac, le permissionnaire devra procéder dans les meilleurs délais à un diagnostic de la situation, le cas échéant en procédant à toutes mesures ou investigations complémentaires utiles (contrôle des drains, suivi renforcé des débits du système de drainage couplé éventuellement avec un abaissement progressif du niveau d'eau dans la retenue, contrôle visuel des abords, contrôle topographique, contrôle piézométrique, etc...).

Dans tous les cas où une anomalie viendrait à être détectée, notamment en ce qui concerne le débit du système de drainage, le permissionnaire devra procéder dans les meilleurs délais à un diagnostic de la situation, le cas échéant en procédant à toutes mesures ou investigations complémentaires utiles (contrôle des drains, suivi renforcé des débits du système de drainage couplé éventuellement avec un abaissement progressif du niveau d'eau dans la retenue, contrôle visuel des abords, contrôle topographique, contrôle piézométrique, etc...).

Ce diagnostic devra conduire le permissionnaire à procéder dans les meilleurs délais aux travaux de réparation ou d'entretien nécessaires.

Ce diagnostic devra également conduire le permissionnaire à procéder à une vidange rapide de l'ouvrage en cas d'anomalie grave, non maîtrisable et susceptible d'entraîner la ruine de l'ouvrage.

Dans tous les cas, toute anomalie émanant du dispositif d'auscultation devra être immédiatement signalée au service chargé de la police de l'eau ainsi que les dispositions prises en conséquence.

5 . 4 Inspection spéciale après les événements météorologiques exceptionnels ou autres événements singuliers

Une inspection spécifique sera diligentée après chaque événement météorologique exceptionnel (fortes précipitations) ainsi qu'après des événements particuliers tels qu'avalanches ou chutes de blocs en amont de la retenue. Cette inspection donnera lieu à un compte rendu détaillé qui sera intégré au registre du barrage.

5 . 5 Participation aux visites organisées par le service chargé de la police de l'eau

Le permissionnaire participera aux visites de l'ouvrage que le service chargé de la police de l'eau organiserait. A cette occasion, il tiendra à disposition du service l'ensemble des documents visés ci-dessus.

Article 6 : REGISTRE DU BARRAGE – DOSSIER DU BARRAGE – TRANSMISSION DES INFORMATIONS

6 . 1 Constitution du dossier du barrage

Dès la fin de la première mise en eau de la retenue, le propriétaire du barrage devra constituer et tenir à jour un dossier contenant :

- * les plans d'exécution détaillés conformes à l'exécution, les relevés de fond de fouille, les résultats des sondages, les comptes rendus des investigations géologiques, hydrologiques, géophysiques et autres
- * l'exposé des faits essentiels survenus pendant la construction
- * le rapport relatif à la première mise en eau
- * les comptes rendus des visites de chantier
- * le rapport de mission d'étude géotechnique de type G4.

6 . 2 Registre du barrage

Le propriétaire du barrage tiendra, dès la mise en service de l'ouvrage, dans les locaux occupés les plus proches de l'ouvrage et hors de portée de toute inondation, un registre sur lequel seront mentionnés au fur et à mesure, avec indication des dates :

- * les renseignements relatifs à l'exploitation de la retenue (remplissage, vidange, remise en eau...)
- * l'ensemble des données et des informations recueillies dans le cadre de l'auscultation de l'ouvrage tel qu'elle est définie par le présent arrêté
- * les renseignements relatifs aux incidents constatés (fuites, fissures, ...) et aux mesures prises en conséquence
- * la description des travaux d'entretien, de réparation, d'amélioration ou de confortement réalisés
- * et d'une manière générale tous les rapports techniques sur l'évolution de la vie de l'ouvrage

6 . 3 Transmission des résultats de la surveillance

Les rapports annuels d'auscultation seront transmis sans délai par le permissionnaire au service de l'Etat chargé de la police de l'eau sur toute demande formulée par celui-ci.

Article 7 : PRESERVATION DU MILIEU NATUREL

Le permissionnaire sera tenu de respecter les mesures compensatoires définies dans la délibération annexée au présent arrêté.

Article 8 : DELAIS DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois en ce qui concerne le permissionnaire à partir de sa notification et de quatre ans pour les tiers à compter de sa publication.

Les prescriptions résultant des dispositions du présent article ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire, qui demeure pleine et entière tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien et leur exploitation.

3.2. Stockage des engins de chantier

Les engins seront stockés sur une aire étanche. Les vidanges seront réalisées sur une aire étanche et les écoulements éventuels seront évacués en site approprié.

Article 4 : MODALITES D'EXPLOITATION

4 . 1 Consigne d'exploitation

Le remplissage de la retenue est assuré par un prélèvement sur le réseau d'alimentation en eau potable de la commune. Toute disposition sera prise afin d'assurer l'arrêt de l'alimentation de la retenue dès que les cotes maximales susvisées seront atteintes. Tout dépassement de ces valeurs constitue une anomalie potentielle et doit donner lieu dans les plus brefs délais à une visite des installations. Un dispositif d'alarme sera mis en place afin de signaler le dépassement de la cote normale des eaux. Le déclenchement de cette alarme donnera lieu dans les plus brefs délais à une visite de l'ouvrage afin de diagnostiquer la situation à l'origine de cette anomalie. Toutes les constatations et mesures réalisées dans ce cadre seront consignées dans le registre du barrage.

Le remplissage de la retenue après réalisation de la vidange complète annuelle nécessaire à l'examen visuel du confinement, ne pourra débuter que si l'ensemble des ouvrages est en parfait état de service.

D'une manière générale, la détection d'anomalie devra entraîner l'arrêt immédiat du remplissage de la retenue dans l'attente de la réalisation d'un diagnostic de la situation comme indiqué au 5.3 du présent arrêté. Le service de contrôle devra en être immédiatement averti.

4 . 2 Vidange de la retenue

Les vidanges du lac seront réalisées par l'intermédiaire du réseau d'enneigement artificiel. Les eaux seront rejetées dans le milieu naturel dans le ruisseau de la Rama à la cote 1720 m NGF.

Les vidanges ordinaires de la retenue ne seront effectuées que par temps sec. Elles seront effectuées avec un débit limité afin de ne pas modifier sensiblement le régime des eaux du ruisseau de la Rama. En aucun cas, ce débit n'excédera 20 litres par seconde.

Le dispositif de vidange permet la vidange totale de la retenue en 10 jours au maximum.

Cette vidange rapide pourra être réalisée avec un débit maximum de 58 litres par seconde sauf circonstance d'extrême urgence justifiant une vidange plus rapide.

Article 5 : SURVEILLANCE, SUIVI, AUSCULTATION

Il appartient au permissionnaire de s'assurer de la conservation et du maintien des ouvrages dans un bon état de service. A cette fin, il sera tenu de mettre en place un dispositif de surveillance et d'auscultation de la retenue des Karellis. Ce dispositif a pour but de connaître aussitôt que possible tous les incidents qui affecteraient la vie de l'ouvrage de manière à parer à leurs conséquences dangereuses, de découvrir tous les symptômes de vieillissement et d'affaiblissement de manière à prévenir leur aggravation, de vérifier le bon fonctionnement de tous les organes essentiels d'exploitation et de vidange afin de pouvoir s'assurer de leur bon fonctionnement en cas de besoin.

Il portera au minimum sur les points indiqués ci après.

5 . 1 Dispositions spécifiques au premier remplissage

Une surveillance continue et complète de l'ouvrage sera réalisée durant la première mise en eau. Cette surveillance sera pilotée par le maître d'œuvre de l'opération. Elle portera sur les points suivants :

- * surveillance visuelle quotidienne de l'ouvrage et des abords (détection des fissures, des venues d'eau)

- * surveillance journalière des débits des drains

- * suivi topographique au fur et à mesure du remplissage de la retenue afin d'observer d'éventuelles déformations de l'ouvrage

Ces relevés topographiques précis seront réalisés au minimum :

- * retenue vide avant tout remplissage
- * niveau d'eau 2061,50 m NGF
- * retenue cote 2063,65 m NGF (niveau normal du 1er mars au 31 octobre)
- * retenue pleine

Si le remplissage entre la cote 2063,65 m et la retenue pleine est espacé de plus d'un mois, un relevé complémentaire sera dressé.

A l'issue de ces campagnes de mesures, le permissionnaire arrêtera la liste des repères qui serviront à la réalisation du suivi topographique ultérieur tel que décrit ci après.

Un essai du système de vidange rapide sera effectué lors de ce premier remplissage.

Le permissionnaire consignera l'ensemble des éléments et résultats émanant des dispositions ci-dessus dans un rapport de première mise en eau dont un exemplaire sera adressé au service chargé de la police de l'eau.

Ce rapport précisera notamment la valeur du débit de fuite des drains retenue pour le déclenchement de l'alarme prévue au 5.2 ci après.

5 . 2 Surveillance et auscultation normale des ouvrages - Collecte des données

Surveillance du système de drainage :

Des mesures manuelles des débits des drains seront réalisées avec une fréquence bi-mensuelle (2 fois par mois) au minimum. Dans la mesure du possible le regard de collecte des eaux de drainage sera installé dans l'usine à neige pour un suivi en tout temps.

Les mesures manuelles visées ci-dessus seront complétées par des mesures automatiques et continues des débits des drains. Ce dispositif sera asservi à une alarme téléphonique se déclenchant en cas d'augmentation du débit des drains au-delà d'un seuil qui sera déterminé après la première mise en eau de la retenue.

Mesure du niveau de l'eau :

Une mesure manuelle et bi-mensuelle du niveau de l'eau dans la retenue sera réalisée par lecture sur une échelle limnimétrique mise en place à cet effet.

Ces mesures manuelles seront complétées par une mesure en continu du niveau de l'eau dans la retenue par l'intermédiaire de manomètres sur la conduite de départ du réseau d'adduction.

Mesure des débits entrant et sortant :

La mesure en continu des débits entrants dans la retenue sur l'alimentation et des débits sortants par l'intermédiaire du réseau d'enneigement artificiel sera réalisée.

Inspection du système d'étanchéité :

Chaque printemps, avant le début du remplissage de la retenue, une inspection détaillée du confinement sera réalisée afin de déceler toute anomalie. Cette visite sera réalisée avec la retenue entièrement vide.

Article 9 : PUBLICITE

Le présent arrêté préfectoral de prescriptions particulières sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Savoie et une copie sera déposée à la mairie de Montricher Albanne pour y être consultée.

Un extrait de l'arrêté sera affiché à la mairie de Montricher Albanne pendant une durée minimum d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet et aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de la Savoie.

Article 10 : EXECUTION ET NOTIFICATION

- Le Secrétaire général de la Préfecture de la Savoie,
- Le Sous-Préfet de l'arrondissement de Saint Jean de Maurienne,
- Le Maire de la commune de Montricher Albanne,
- Le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée au permissionnaire.

Chambéry, le **15 SEP. 2005**

LE PREFET,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général



Jean-Michel PORCHER

1600

2550 m



REGIE AUTONOME DES REMONTEES MECANQUES
Commune de Montricher-Albanne

SOUS PREFECTURE
ST JEAN DE MAURIENNE

2-9 AOUT 2005

REÇU

EXTRAIT DE DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'An deux mille cinq, le un du mois de juillet, le Conseil d'Administration de la Régie, légalement convoqué, s'est réuni sous la présidence de Monsieur PASQUIER Marcel.

PRESENTS : Messieurs PASQUIER Marcel, MAGNIN Yves, COMISSO Jean-Pierre, BERTHONNEAU Jérôme, GALLICE Christian, ROSTAING Gérard, LAURENT Michel, BRUN Pierre, VERNEY Yves, THIMEL Alain, VERNEY Georges, EDMOND Gilbert Madame CARRAZ Claude.

- Le Conseil d'Administration prend connaissance du rapport de présentation concernant la demande d'autorisation de défrichement pour les projets du TSD de VINOUE et de la retenue collinaire du BEC DE L'AIGLE.
- Le Conseil d'Administration prend connaissance de l'impact de ces 2 projets sur la faune, la flore et l'intégration paysagère.
- Le Conseil d'Administration après en avoir délibéré approuve l'ensemble des mesures compensatoires qui seront financées par les remontées mécaniques, à savoir :
 - Installation d'une barrière végétale de 300 ml environ en partie haute de la ZNIEFF,
 - Installation d'une signalétique adaptée,
 - Sensibilisation et communication auprès de la population locale, des touristes, et professionnels de la station,
 - Organisation des tournées de sensibilisation et de surveillance,
 - Comptage bi-annuel des tétras-lyre dans la zone inventoriée depuis 2001,
 - Mise en place des spirales sur les cordines de sécurité sur le télésiège de Vinouve sur la partie haute,
 - Réalisation de travaux spécifiques aux tétras pour améliorer le biotope et favoriser le maintien de l'espèce,
 - Mise en place d'un itinéraire spécifique pour la raquette,
 - Prise en compte pour la réalisation des travaux de la période de reproduction du tétra-lyre,
 - D'autres mesures ponctuelles seront prises : intégration paysagère de l'emprise du télésiège par rapport à la forêt,
 - Reverdissement des zones après travaux.

Une convention sera passée pour une période de 10 ans entre l'ONF, la Régie Autonome des remontées mécaniques et la Commune de MONTRICHER-ALBANNE pour la mise en place et le suivi de ces différentes mesures.

Le Président est autorisé à signer la convention avec l'ONF.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

Ont signé au registre les membres présents.

REGIE AUTONOME
DES REMONTEES MECANQUES
LES KARELLIS
73870 MONTRICHER-ALBANNE
TEL: 04 79 59 50 30 - FAX: 04 79 59 50 31

Pour copie conforme,
Le Président,

Marcel PASQUIER,



